

ARTICLE 1 – COORDONNÉES DE LA SOCIÉTÉ

Les présentes conditions générales de vente (ci-après dénommées "CGV") régissent l'ensemble de la relation entre la société MIOM SAS, la société par actions simplifiée au capital social de 26 230 euros, dont le siège social est situé 88 rue du Mont-Cenis, 75018 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 825 242 498 (ci-après dénommée la "Société") et le Client (ci-après dénommé le "Client") qui les accepte sans réserve. Le numéro de TVA intracommunautaire est FR825242498. La Société édite le site internet www.etre-autoentrepreneur.fr, ci-après dénommé le "Site". Toute personne peut contacter la Société à l'adresse email suivante : contact@aeafrance.fr.

Ces CGV prévaudront sur toutes autres conditions figurant dans tout autre document, sauf dérogation préalable, expresse et écrite de la Société.

ARTICLE 2 - ACCEPTATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Le Client déclare avoir pris connaissance et accepté les présentes CGV avant de valider sa commande. Toute commande et/ou paiement sur le Site vaut pour acceptation expresse des présentes CGV par le Client.

La Société se réserve le droit de modifier, d'agréments, d'adapter, de changer à tout moment les présentes CGV. Les nouvelles CGV seront portées à la connaissance du Client par leur mise en ligne et seront applicables aux seules ventes réalisées après cette mise en ligne, sans rétroactivité aucune, sauf si un changement aux présentes est exigé par une autorité administrative ou gouvernementale. Dans ce cas, cette modification s'appliquera également aux commandes antérieures à la modification des CGV.

ARTICLE 3 – OBJET ET SERVICES PROPOSES

La Société propose les services suivants (ci-après dénommés les « Services » ou « Service ») :

- Réalisation, directement par ses soins ou par l'intermédiaire d'un prestataire de services, de formalités administratives pour le compte de ses clients, à travers le Site. Les formalités administratives (dénommées ci-après les « Formalités » ou « Formalité ») proposées sont relatives aux documents, procédures, formulaires, déclarations, liés aux Greffes des Tribunaux de Commerce, aux Centres des Formalités des Entreprises (ci-après dénommés « CFE »), des Préfectures, de l'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF), l'ensemble de ces organismes étant nommées ci-après les « Autorités Compétentes ». La Société agit en simple intermédiaire entre le Client et les Autorités Compétentes, en rappelant que le Client est le seul et unique responsable des informations et données qu'il les transmet dans leur plénitude et leur exactitude. Le Client reconnaît que certaines Formalités proposées par la Société peuvent être réalisées en parfaite autonomie et directement auprès des Autorités Compétentes, et parfois gratuitement, sans avoir recours aux Services payants de la Société ;
- Mise à disposition d'informations, d'articles, de connaissance (dénommés ci-après le « Contenu »), à travers le blog d'actualités du Site.

La commande et/ou le paiement et/ou l'utilisation de tout ou partie des Services ci-dessus constituent l'acceptation pleine et entière du Client des présentes Conditions Générales de Vente.

La Société n'est pas un cabinet d'avocats. La Société ne donne aucun conseil juridique.

Conformément à la réglementation applicable et aux dispositions de la loi modifiée du 31 décembre 1971, la Société, ses dirigeants et salariés n'exercent aucune activité de consultation en matière juridique, ni de rédaction d'actes sous seing privé, ni de représentation. Vous reconnaissez que vous créez vous-même vos Documents, sans le conseil d'un professionnel du droit. Pour toute consultation juridique, vous reconnaissez qu'il est obligatoire de se rapprocher d'un avocat ou de toute autre personne habilitée par la loi à effectuer une prestation de conseil juridique. Le Site et/ou les Services proposés sur le Site ne sauraient en aucun cas se substituer à une consultation d'avocat.

La Société n'est nullement affiliée au gouvernement ou à quelque administrations ou services administratifs de l'Etat français.

ARTICLE 4 – COMPTE

L'utilisation du Site et de tout ou partie des Services (à l'exception, dans certains cas, du Service de mise à disposition de Contenu) est conditionnée à la création d'un compte (ci-après dénommé le « Compte ») auprès de la Société, entraînant l'acceptation des présentes CGV ainsi que les Conditions Générales d'Utilisation (ci-après dénommées « CGU »). Le Client devra procéder à la création d'un espace personnel sur le Site, et pourra y accéder à travers l'onglet « SE CONNECTER ».

La création du compte est gratuite et ouverte à toute personne majeure, jouissant de sa pleine capacité juridique.

Lors de la création du compte il sera demandé au Client une série d'informations nécessaires, notamment son adresse email et un mot de passer personnel et strictement confidentiel. Le Client est garant de l'exactitude des informations fournies, et s'engage à fournir dans les 10 jours ouvrables la mise à jour de ces informations sur demande de la Société. Ces informations sont modifiables depuis l'espace personnel dédié sur le Site.

Le Client a la faculté de fermer son Compte à tout moment en envoyant une demande par email à la Société à l'adresse email suivante : contact@aeafrance.fr. La Société procédera à la fermeture du Compte dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas du non-respect des CGV ou CGU, en cas de fraude, ou en cas de tentative de fraude, la Société peut procéder d'elle-même à la fermeture, la résiliation ou la suspension du Compte, et ce, de plein droit et sans formalité judiciaire, à tout moment, après l'envoi par email (ou par voie postale) d'une mise en demeure restée sans effet pendant une durée de sept jours calendaires à compter de sa réception.

La fermeture d'un Compte entraîne la suppression irrévocable de toute information communiquée à la Société par le Client lors de la création ou la modification de son Compte, de tout document ou tout élément stocké sur le Site dans l'espace personnel dédié. La Société se réserve le droit, pour des raisons administratives, de conserver les éléments cités ci-dessus sur ses serveurs durant un temps raisonnable. La fermeture d'un Compte de la propre initiative du Client ne peut avoir comme conséquence le remboursement, total ou partiel, de paiement déjà perçu par la Société, pour l'achat d'un ou plusieurs Services. La fermeture d'un Compte par la Société elle-même pour non-respect des CGV ou CGU, ou pour fraude, ou tentative de fraude, ne peut avoir comme conséquence le remboursement, total ou partiel, de paiement déjà perçu par la Société, pour l'achat d'un ou plusieurs Services. Il est formellement interdit au Client de créer un nouveau Compte dans le cas où le précédent Compte a été supprimé par la Société.

ARTICLE 5 – COMMANDE, RETRACTATION, ARCHIVAGE ET PREUVE

5.1 Déroulé de la commande et conséquences de la commande

Les Services proposés sur le Site sont tous visibles sur les pages « Accueil » et « Tarifs » du Site. Les tarifs de ces Services sont ceux affichés sur le Site lors du passage de la Commande.

Afin de procéder au passage d'une commande sur le Site, le Client doit au choix :

- Se rendre sur la page « Accueil » du site et sélectionner l'offre qui lui semble adéquate ;
- Se rendre sur la page « Tarifs » du site et sélectionner l'offre qui lui semble adéquate ;
- Se rendre sur la page « Devenir autoentrepreneur » du site et procéder au début d'inscription en renseignant les informations demandées.

Le Client se verra rappeler l'offre sélectionnée lors de la procédure de paiement, à la page « Paiement ».

La Société se réserve le droit de ne pas enregistrer une commande ou un paiement, si elle considère que les conditions nécessaires à la réalisation de l'offre sélectionnée ne sont pas réunies.

Toute commande sur le Site suppose l'adhésion pleine et entière aux présentes CGV, sans exception ni réserve. L'ensemble des données fournies et votre paiement vaudront preuve de la transaction. La confirmation de commande vaudra comme signature et acceptation des opérations effectuées.

5.2 Droit de rétractation

Conformément aux dispositions de l'article L. 121-21-8 alinéas 1° et 13° du Code de la consommation, le Client ou l'Utilisateur ne pourra faire valoir son droit de rétractation. Le Client ou l'Utilisateur renonce expressément à tout droit de rétraction.

5.3 Archivage et preuve

Toutes les données transmises par le Client sont archivées par la Société sur ses serveurs ainsi que sur un « cloud », c'est-à-dire un espace sécurisé en ligne de stockage de données. La Société archive les communications et fichiers sur un support fiable et durable de manière à constituer une copie fidèle et durable. Ces communications, fichiers, contrats, bons de commande et factures peuvent être produits à titre de preuve de contrat. Sauf preuve contraire, les données enregistrées par la Société constituent la preuve de l'ensemble des transactions passées entre la Société et le Client.

ARTICLE 6 – PAIEMENT ET FACTURATION

Conformément à l'article L.113-3 du Code de la consommation, les prix affichés sur le Site sont mentionnés en Euros (€), soit hors taxe (HT) soit toutes taxes françaises comprises (TTC). Le prix des Services est celui, le jour de la commande, affiché à la page « Tarifs » du Site.

Le prix est exigible et exigé en totalité, dès confirmation de la commande. Le Client est invité à régler sa commande par carte bancaire, à travers le service de paiement sécurité Stripe. Les données confidentielles liées au paiement sont envoyées à Stripe de manière cryptée et selon les modalités de Stripe. La Société n'a pas accès à ces données.

Dès réception du paiement, la Société envoie au Client, par email, une confirmation de commande. La facture de la commande est disponible dans l'espace personnel du Client, qui doit se connecter avec ses identifiants personnels afin d'y avoir accès et/ou de la télécharger

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2000-230 du 13 mars 2000, la fourniture en ligne du numéro de carte bancaire de l'acheteur et la validation finale de la commande valent preuve de l'accord du client, de l'exigibilité des sommes dues au titre du bon de Commande, signature et acceptation expresse de toutes les opérations effectuées.

ARTICLE 7 – LIVRAISON DES SERVICES ET TRANSMISSION DES DONNEES NECESSAIRES A L'ACCOMPLISSEMENT DES SERVICES

Dès lors que le Client a procédé au paiement de sa commande, et qu'il a rempli toutes les conditions nécessaires à la réalisation du ou des services demandés, la Société s'engage à procéder à l'exécution du service dans les meilleurs délais.

Concernant l'offre « PACK START », qui se décline en trois offres distinctes « PACK START EXPRESS », « PACK START EXPRESS – 20 ANS », et « PACK START PERSONNALISE », la Société a mis en place une procédure d'exécution qui est la suivante :

- Le Client transmet les données permettant de compléter le formulaire en ligne disponible à la page « DEVENIR AUTOENTREPRENEUR » du Site, soit en ligne et de lui-même, soit par téléphone selon le Pack souscrit ;
- La Société constate la bonne réception des données permettant de compléter le formulaire en ligne ;
- La Société envoie au Client, par email :
 - o Un mandat vierge, à retourner dûment complété (nom, prénoms, adresse, lieu et date de signature, mention manuscrite « bon pour mandat », et signature originale du Client), et envoyé par retour de mail, et autorisant la Société à agir pour le compte du Client. Ce mandat peut également être proposé au format électronique ;
 - o Une demande de scan recto/verso d'une pièce d'identité, suivie de la mention manuscrite « J'atteste sur l'honneur que la copie de cette pièce d'identité est conforme à l'original. Fait à [LIEU DE SIGNATURE], le [DATE DE SIGNATURE] », suivie de la signature originale manuscrite du Client ;
 - o Eventuellement, dans un ou plusieurs emails séparés, des renseignements et/ou documents supplémentaires nécessaires à la validation du dossier.
- La Société, une fois les éléments cités ci-dessus réceptionnés, complets, en bonne et due forme, procède à l'envoi du dossier du Client auprès des Autorités Compétentes.

La Société possède l'autorisation de la CNIL pour la collecte du NIR (Numéro d'Inscription au Répertoire), c'est-à-dire le numéro de sécurité sociale. Le N° de déclaration normale auprès de la CNIL est le 2151210 v 1. Au titre de la collecte des autres données, la Société possède une autorisation de la CNIL, dont le N° de déclaration de conformité est le 2060647 v 0.

Le délai concernant l'accomplissement des formalités est variable et ne dépend pas de la Société. La Société est libre de tout engagement dès lors qu'elle a envoyé la demande de documents à compléter par le Client, et dès lors qu'elle a fait suivre le dossier complet aux Autorités Compétentes. La Société ne saurait être tenue pour responsable dans le cas où les formalités, du fait du Client ou des Autorités Compétentes, ne pourraient aboutir favorablement. Le Client s'engage à faire parvenir les documents demandés dans un délai de 7 jours ouvrables à la date de réception de l'email de demande envoyé par la Société. Passé ce délai, la Société peut, et sans qu'aucune demande de remboursement ne puisse être formulée par le Client, mettre fin aux procédures en cours.

ARTICLE 8 – RECLAMATION

Toute réclamation devra être adressée à la Société par les voies suivantes :

- Soit par email à l'adresse suivante : contact@eae-france.fr ;
- Soit par courrier à l'adresse postale suivante :
MIOM SAS – Etre-Autoentrepreneur.fr
88, rue du Mont-Cenis
75018 PARIS

Ne seront prises en compte uniquement les réclamations formulées dans un délai de 70 jours suivants le passage de la Commande sur le Site.

Egalement, ne seront prises en compte uniquement les réclamations portant sur les Services proposés par la Société. De fait, la Société ne pourra ni examiner ni répondre aux réclamations suivantes de manière favorable :

- Les résultats ou effets produits par les Documents ou Formalités créés ou effectués sur le Site. Par exemple, dans le cadre du dépôt de la déclaration de début d'activité pour le statut d'autoentrepreneur, les Autorités Compétentes peuvent déclarer ledit dépôt irrecevable en se fondant sur des motifs dépassant le cadre des Services disponibles sur le Site ;
- Les délais additionnels pour l'accomplissement de certaines formalités, liés à l'absence de réactivité ou aux demandes complémentaires des Autorités Compétentes, ou à des circonstances exceptionnelles ou spécifiques ;
- Un changement de décision de la part du Client concernant le souhait de procéder à une Formalité ou des Formalités.

Si la réclamation du Client est recevable et relève d'une faute commise par la Société, la Société s'engage à procéder au remboursement de la prestation, après application d'une retenue forfaitaire d'un montant de 25 euros pour frais de dossier.

En cas d'échec de la demande de réclamation auprès de nos services ou en l'absence de réponse de notre part dans un délai de quinze jours, vous pouvez soumettre le différend relatif au bon de commande ou aux présentes CGV à un médiateur, que vous pouvez identifier sur le site www.economie.gouv.fr/mediation-conso.

Le médiateur tentera, en toute indépendance et impartialité, de rapprocher les parties en vue d'aboutir à une solution amiable. Les parties restent libres d'accepter ou de refuser le recours à la médiation ainsi que, en cas de recours à la médiation, d'accepter ou de refuser la solution proposée par le médiateur.

ARTICLE 9 – COMMUNICATION ET PROSPECTION COMMERCIALE

Le Site propose des Services à destination des auto entrepreneurs, aussi appelés micro entrepreneurs. Par conséquent, et dans l'intérêt des Clients, le Site peut être amené à utiliser les informations personnelles des Clients à des fins commerciales.

9.1 Communication par courrier électronique, postal, et téléphone

Conformément à l'article L.34-5 du Code des postes et des communications électroniques et à l'article L121-34 du Code de la consommation, à la création de de son compte personnel sur le Site, le Client peut décider de ses préférences de communication dans son espace personnel sur le Site, notamment l'envoi de lettres d'information (aussi appelées newsletters) et d'offres commerciales, par voie électronique, postale ou téléphonique. Le Client peut également adresser un email à : contact@eae-france.fr.

Si le Client passe commande pour un des Services, la Société pourra être amenée, pour la bonne exécution des Formalités, à communiquer avec le Client par messagerie électronique, téléphone ou courrier postal, le Client reconnaissant le caractère obligatoire de ces communications pour faciliter la bonne exécution des prestations qu'il aura lui-même demandées. De même, la Société pourra procéder à la communication de lettres d'informations et d'offres commerciales, par voie électronique, postale ou téléphonique. Le Client peut choisir de recevoir ou non ces lettres d'information et offres commerciales, en sélectionnant ses préférences de communication dans l'espace personnel sur le Site, ou en adressant un email à : contact@eae-france.fr.

9.2 Opposition au démarchage téléphonique

Conformément à l'article L.223-2 du Code de la consommation, le Client a la possibilité de s'inscrire sur la plateforme bloctel.gouv.fr afin de s'opposer au démarchage téléphonique.

9.3 Prospection des partenaires

Conformément à la législation applicable, toute transmission de vos données personnelles (numéro de téléphone et adresse email) à des partenaires est systématiquement subordonnée à l'obtention de votre accord préalable.

9.4 Liens hypertextes ou liens sortants

Le Site peut renvoyer vers des sites internet de tiers, des partenaires de la Société. La Société décline toute responsabilité ou obligation dès lors que le Client se rend sur un des ces sites, notamment concernant les offres, contenus ou tout autre élément constituant ces dits sites.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITES

10.1 Accès au Site et à ses Services

La Société s'engage dans la mesure du possible à faciliter l'accès au Site, à rendre ses Services disponibles à tout moment. Malgré tous les efforts que la Société pourrait apporter à la bonne exécution de son Site, la Société ne peut garantir le bon fonctionnement de son Site.

Les Clients sont informés que pour des raisons techniques, de maintenance, ou d'amélioration de son site, la Société peut temporairement suspendre l'accès à son Site, tout en essayant de limiter au maximum les délais d'interruption de service.

La Société n'est de fait pas responsable des pertes que son Site pourrait occasionner.

La Société n'est pas tenue pour responsable des délais relevant :

- De la réactivité du Client, notamment lors de la procédure décrite à l'Article 6 des présentes CGV ;
- De la réactivité des Autorités Compétentes dans le traitement des dossiers ;
- Et plus généralement de quelque cause que la Société ne pourrait elle-même pas contrôler.

10.2 Utilisation du Contenu disponible sur le Site

Le Client est considéré comme l'unique responsable de la consultation, du choix, de l'utilisation et de l'interprétation du Contenu mis à disposition sur le Site, notamment celui donné à la page « BLOG » du Site.

La Société ne serait en aucun cas être tenue pour responsable de tout préjudice indirect ou immatériel, quel qu'il soit, que le Client pourrait subir, le cas échéant, du fait de l'utilisation dudit Contenu, et notamment de tout préjudice financier ou commercial, perte de bénéfices, ou perte de données. Le Client s'engage ainsi à relever la Société indemne de toute action qui pourrait être intentée à son encontre de ce chef.

10.3 Gestion des Formalités

Les Formalités liées aux offres « PACK START » sont effectuées par la Société ou un intermédiaire, compétent, ci-après nommé le « **Conseiller** », et sur la base d'un mandat donné par vos soins après le passage de la commande, tel que décrit à l'Article 6 des présentes CGV, et conformément aux articles 1984 et suivants du Code civil.

Dans ce cas, le Conseiller effectuera, au nom du Client, toutes les Formalités nécessaires à l'accomplissement du Service, et ce, dans les plus brefs délais.

La Société ne peut toutefois garantir que les Formalités aboutiront favorablement, la décision finale de traitement du dossier du Client revenant aux seules Autorités Compétentes. Le Conseiller n'a aucune obligation de résultat, mais uniquement une obligation de moyens.

Le Client comprend et accepte que le bon accomplissement des Formalités tient également de son ressort, notamment à travers la nécessité de transmission d'informations ou de documents, complets et exacts, tel que défini à l'Article 6 des présentes CGV. En cas de

manquement de la part du Client, la responsabilité de la Société ou du Conseiller ne pourra en aucun cas être engagée.

Dans cette hypothèse, les paiements effectués au titre d'une commande passée pour les Formalités en question resteront acquis à la Société, sans aucune possibilité de remboursement, ni partiel, ni total.

Concernant le délai annoncé de dix (10) minutes sur la page « ACCUEIL » du Site, ce délai concerne uniquement la durée moyenne constatée pour remplir le formulaire présent à la page « DEVENIR AUTOENTREPRENEUR », à condition que le Client ait rassemblé au préalable l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de la Formalité. Ce délai est donc donné à titre indicatif et ne pourra être opposable.

Pour toute demande d'ACCRES, la Société procède de la même façon que pour l'offre « PACK START », en préremplissant un formulaire dédié selon les informations que le Client aura bien voulu transmettre. De la même façon, la Société enverra un formulaire prérempli que le Client devra finaliser en complétant son NIR, en datant, en signant et en envoyant de lui-même le formulaire concerné. Il est de l'unique et entière responsabilité du Client de vérifier qu'il est éligible au dispositif de l'ACCRES. La Société ne pourra être tenue responsable d'un refus de la part de l'administration d'accéder à la demande du Client. Au-delà de la notion d'éligibilité au dispositif de l'ACCRES, le Client doit veiller à envoyer le formulaire au CFE de son département dans les délais légaux impartis. La Société conseille expressément à son Client de procéder à l'envoi dans le même courrier que le formulaire concernant la déclaration « PACK START ».

ARTICLE 11 – UTILISATION DU SITE

Le Site est optimisé pour une navigation sur les principaux navigateurs internet. Les Services, Contenu, et tout autre élément du site sont destinés à une utilisation à des fins personnelles uniquement, et aucun usage commercial n'est autorisé. L'ensemble des éléments présents sur le Site demeurent la propriété de la Société. Toute manipulation, de toute sorte, telles que la traduction, la reproduction, la modification et toute autre méthode est strictement interdite.

Le Client ou l'utilisateur du site (ci-après dénommé « l'Utilisateur ») s'engage à respecter :

- Les lois et réglementations françaises et internationales ;
- Les règles d'utilisation du Site telles qu'édictées dans les CGV et CGU.

Le Client ou l'Utilisateur s'engage à utiliser le Site à des fins licites, morales et en adéquation avec l'utilisation et la finalité du Site.

Le Client ou l'Utilisateur, en utilisant le Site et le Contenu, affirme son engagement et sa détermination à ne pas faire ou à ne pas tenter les actions suivantes :

- Détourner le Contenu ;
- Copier le Contenu ou créer des dérivés, copies, arrangements, traductions, documents, ou tout autre élément, basés sur une partie ou la totalité du Contenu ;
- Modifier, fausser, bloquer, alourdir, perturber, ralentir, et/ou entraver le fonctionnement normal de tout ou partie des Services, ou leur accessibilité aux autres utilisateurs du Site ;
- Harceler les autres utilisateurs du Site, leur envoyer des messages non-sollicités à des fins de prospection commerciale ou non ;
- User de façon immodérée de l'assistance fournie par la Société, notamment par les voies de communication électroniques et téléphoniques ;
- Transmettre ou propager tout virus, et tout autre élément altéré, attaquer contre les serveurs de la Société et/ou les Services et/ou les serveurs et/ou services de ses prestataires et partenaires ;
- Créer, utiliser, partager et/ou publier par tout moyen dans le cadre des Services disponible sur le Site, tout matériel (texte, image, son, vidéo, ...) ou contenu qui aurait, à l'appréciation libre de la Société, un caractère immoral et/ou non acceptable, et/ou contestable ; et tout matériel qui constituerait la violation d'une obligation de confidentialité ou qui inciterait à commettre une activité illicite (notamment, piratage, craquage ou diffusion de logiciels contrefaits) ;
- Utiliser le Compte d'un autre utilisateur du Site ou se faire passer pour une autre personne ;
- Obtenir des données liées à un Compte ou toute information considérée comme privée, auprès de tout autre utilisateur du Site, et réciproquement de partager ou toute autre façon de transférer ses propres données personnelles auprès d'un tiers ;
- Accéder, utiliser, télécharger à partir des Services ou autrement reproduire ou fournir à quiconque tout annuaire des utilisateurs du Site ou toute autre information relative aux utilisateurs ou à l'utilisation des Services.

Si la société venait à constater l'un des éléments précités directement ci-dessus, et qu'elle jugerait utile de le faire, la Société se réservera le droit de bloquer voire supprimer le ou les Comptes frauduleux, ainsi que leurs adresses IP liées.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS

La Société se réserve le droit de faire tout changement qu'elle jugera nécessaire sur son Site, notamment :

1. Les procédures liées aux Services ;
2. Les éléments constitutifs du Site ;
3. Les termes, règles, normes, et conditions des Services ;
4. Les tarifs appliqués à certains Services ;
5. Les présentes CGV et les CGU.

Les cinq points directement précités ci-dessus sont ci-après dénommés « Eléments en Vigueur ».

Le Client ou l'Utilisateur est soumis aux Eléments en Vigueur au moment de sa Commande ou de l'utilisation du Site. Toutefois, à la demande des autorités, toute modification des

Eléments en Vigueur pourra s'appliquer aux commandes ou utilisations antérieures à la date de ladite modification.

ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES ET CONFIDENTIALITE

Le site est déclaré à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) sous le numéro 2060647 v 0 et sous le numéro 2151210 v 1.

En outre, le site est conforme aux dispositions de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. En vertu des dispositions de la loi précitée, l'utilisateur bénéficie, notamment, d'un droit d'opposition (articles 32 et 38), d'accès (articles 38 et 39) et de rectification (article 40) des données le concernant.

Pour faire usage de l'un des droits précités, l'utilisateur doit s'adresser à l'éditeur en le contactant par email à l'adresse suivante : contact@eae-france.fr, ou par courrier recommandé adressé au siège social de l'éditeur en précisant ses nom, prénom(s), adresse et adresse email.

ARTICLE 14 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

La structuration du site mais aussi les textes, graphiques, images, photographies, sons, vidéos et applications informatiques qui le composent sont la propriété de l'éditeur et sont protégés comme tels par les lois en vigueur au titre de la propriété intellectuelle.

Toute représentation, reproduction, adaptation ou exploitation partielle ou totale des contenus, marques déposées et services proposés par le site, par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable, expresse et écrite de l'éditeur, est strictement interdite et serait susceptible de constituer une contrefaçon au sens des articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Et ce, à l'exception des éléments expressément désignés comme libres de droits sur le site.

L'accès au site ne vaut pas reconnaissance d'un droit et, de manière générale, ne confère aucun droit de propriété intellectuelle relatif à un élément du site, lesquels restent la propriété exclusive de l'éditeur.

Il est interdit à l'utilisateur d'introduire des données sur le site qui modifieraient ou qui seraient susceptibles d'en modifier le contenu ou l'apparence.

ARTICLE 15 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

La structuration du site mais aussi les textes, graphiques, images, photographies, sons, vidéos et applications informatiques qui le composent sont la propriété de l'éditeur et sont protégés comme tels par les lois en vigueur au titre de la propriété intellectuelle

ARTICLE 16 – FORCE MAJEURE

Les parties seront exonérées de leurs obligations, dans le cas où une circonstance constitutive d'un cas de force majeure tel que défini par l'article 1218 du code civil, empêcherait leur exécution. Les obligations des parties seront suspendues.

La partie qui invoque une telle circonstance, devra en avvertir l'autre partie immédiatement, à sa survéance et à sa disparition.

Sont considérés comme des cas de force majeure tous faits ou circonstances irrésistibles et imprévisibles, inévitables et qui ne pourront être empêchés par ces dernières, malgré tous les efforts raisonnablement possibles, définis comme tel par la jurisprudence française et notamment, le blocage des moyens de transports ou d'approvisionnements, tremblements de terre, incendies, tempêtes, inondations, foudre, et l'arrêt des réseaux de télécommunication.

Si le cas de force majeure a une durée supérieure à trois mois, les présentes conditions générales pourront être résiliées par la partie lésée.

ARTICLE 17 – NULLITE PARTIELLE, DIVISIBILITE DES CLAUSES, RENONCIATION

Dans l'hypothèse où quelconque clause des présentes CGV devait être déclarée nulle ou inapplicable en tout ou partie au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera modifiée en vue d'obtenir sa validité ou sera réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la totalité des présentes CGV, ni altérer la validité de ses autres clauses qui continueraient à produire leurs effets.

Le fait, pour la Société de ne pas se prévaloir à titre temporaire ou permanent d'une ou plusieurs clauses des présentes CGV, n'emportera en aucun cas renonciation à se prévaloir du reste des dites CGV.

ARTICLE 18 – LANGUE APPLICABLE

Les présentes CGV ainsi que l'ensemble des informations contractuelles mentionnées sur le site sont rédigées et éditées exclusivement en langue française.

ARTICLE 19 – LOI APPLICABLE ET JURIDICATION COMPETENTE

Les présentes CGV sont soumises à la loi française. En cas de litige lié aux présentes CGV, les parties s'efforceront dans un premier temps de régler leur différend à l'amiable. Si aucune solution amiable ne peut être décidée, et dans le cas où le Client agirait en qualité de professionnel, le litige sera alors porté exclusivement devant les tribunaux de Paris.

LES PRESENTES CONDITIONS NE SONT APPLICABLES QUE DANS LA MESURE AUTORISEE PAR LA LOI. TOUTE UTILISATION DU SITE ET DES SERVICES, OU TOUTE COMMANDE D'AU MOINS UN SERVICE, VAUT APPROBATION SANS RESERVE DES PRESENTES CONDITIONS.